

2

# express monde

## Les demi-vérités sud-africaines



Desmond Tutu et Frederik De Klerk.

L'Afrique du Sud vit à l'heure des repentirs ambigus. Devant la commission Vérité et réconciliation, qu'anime l'ancien archevêque anglican du Cap **Desmond Tutu**, le dernier président du régime d'apartheid, **Frederik De Klerk**, a ainsi reconnu, le 21 août, « les abus et les erreurs du passé ». Pour autant, l'homme qui légalisa l'African National Congress (ANC) de **Nelson Mandela** soutient que les crimes commis par le pouvoir blanc furent le fait d'individus, et non le produit d'une stratégie délibérée. De même, De Klerk justifie le « développement séparé » – système qu'il abolit en juin 1991 – par la nécessité de préserver le pays de l'agression communiste. Entendu le lendemain, le premier vice-président, **Thabo Mbeki**, a présenté, document détaillé à l'appui, les excuses de l'ANC pour les atrocités perpétrées dans les années 80, à commencer par les assassinats de renégats infiltrés dans les camps établis en Angola. Ces aveux en trompe l'œil obéissent à des impératifs électoraux. Au pouvoir de 1948 à 1994, le Parti national s'efforce de séduire l'électorat noir modéré sans dérouter sa clientèle. De même, Thabo Mbeki, successeur désigné du président Mandela en 1999, souhaite ménager le vote blanc. Reste que les demi-vérités ne scellent que des réconciliations au rabais. V. H.

sité de préserver le pays de l'agression communiste. Entendu le lendemain, le premier vice-président, **Thabo Mbeki**, a présenté, document détaillé à l'appui, les excuses de l'ANC pour les atrocités perpétrées dans les années 80, à commencer par les assassinats de renégats infiltrés dans les camps établis en Angola. Ces aveux en trompe l'œil obéissent à des impératifs électoraux. Au pouvoir de 1948 à 1994, le Parti national s'efforce de séduire l'électorat noir modéré sans dérouter sa clientèle. De même, Thabo Mbeki, successeur désigné du président Mandela en 1999, souhaite ménager le vote blanc. Reste que les demi-vérités ne scellent que des réconciliations au rabais. V. H.

## Le Burundi en quarantaine

Un mois après le « coup d'Etat pas comme les autres » du major tutsi **Pierre Buyoya**, le Burundi s'enfoncé dans l'isolement. L'embargo décrété le 31 juillet à Arusha (Tanzanie) par les pays voisins étrangle le pays, d'autant que les cousins rwandais s'y sont ralliés, fût-ce à contrecœur. La rébellion hutu tente pour sa part de dissuader les paysans des collines d'approvisionner



Les paysans hutu face à l'armée tutsi.

Bujumbura, soumis ainsi à un blocus intérieur, et instaure dans le Nord-Ouest une « administration parallèle ». De plus, Amnesty International estime à 6 000 environ le nombre de Burundais massacrés depuis le putsch. Pour l'essentiel, il s'agit de victimes d'une armée au service de la minorité tutsi. Pour abréger la quarantaine infligée à son régime, le major promet la mise en place, dès septembre, d'un Parlement de transition, ainsi que l'ouverture en octobre d'un « débat national ». De même, son gouvernement compte plus de Hutu – à commencer par le Premier ministre – que de Tutsi, même si ces derniers gardent la haute main sur la Défense et l'Intérieur. Enfin, Buyoya a limogé les chefs d'état-major des forces armées et de la gendarmerie, tous deux impliqués dans le coup d'Etat avorté de 1993 et l'assassinat de **Melchior Ndadaye**, premier président hutu du Burundi. Autant de gages jugés insuffisants. Pendant ce temps, les Nations unies font étalage de leur impuissance à mettre sur pied une force d'interposition. Seuls trois pays – Tchad, Malawi et Zambie – ont accepté d'envoyer un contingent dans un pays où les tueries interethniques ont fait 150 000 morts en trois ans. V. H.



**>vigie**  
Costas Simitis hâte le pas. Désireux de parachever sa conquête méthodique du pouvoir, le Premier ministre grec a convoqué des élections législatives anticipées pour le 22 septembre, un an avant la date prévue. Vainqueur, en janvier dernier, de l'âpre lutte pour la succession d'Andréas Papandréou – décédé depuis lors – porté le 30 juin à la tête du Parti socialiste panhellénique (Pasok), cet économiste de 60 ans recherche la légitimité que seul confère le suffrage universel. Même s'il lui faut pour cela renier son serment de respecter les échéances. Argument invoqué par ce moderniste europhile : la nécessité de bâtir un pouvoir fort et stable afin d'assainir l'économie et de faire échec à l'« expansionnisme turc ». Nul doute que les émeutes de Chypre et le conflit récurrent de la mer Egée ont servi le dessein de Simitis. Face à une opposition de droite divisée, il paraît assuré d'un net succès.

## La faillite palestinienne

A défaut de jouir d'une pleine souveraineté, l'Autorité palestinienne connaît déjà les affres d'un déficit budgétaire évalué à 640 millions de francs. Nul doute que les pays donateurs, qui se réuniront le 5 septembre à Washington, examineront cette inquiétante dérive. Il est vrai que **Yasser Arafat** et les siens n'ont, pour l'heure, reçu que 40 % des 12 milliards de francs promis sur cinq ans au lendemain des accords d'Oslo. La prudence des bailleurs de fonds, la corruption et le manque de rigueur n'expliquent pas tout : l'entité palestinienne pâtit aussi des effets dévastateurs du bouclage des Territoires, instauré voilà six mois par Israël. La production, les revenus et les investissements s'effondrent, tandis que le chômage croît. Il touche 51 % de la population active à Gaza et 40 % en Cisjordanie. De quoi inquiéter Arafat, à un moment où son autoritarisme, son peu d'égard pour les élus du Conseil législatif et l'extrême brutalité des forces de l'ordre suscitent un vif mécontentement. La Palestine sera-t-elle un Etat policier avant d'être un Etat ? V. H.

## Mexique : l'autre insurrection

Alors que s'enlisent les pourparlers avec la guérilla zapatiste du Chiapas, la résurgence d'un mouvement armé d'ultragauche dans l'Etat du Guerrero affaiblit le pouvoir mexicain. Apparue à la fin de juin, lors d'une cérémonie à la mémoire de 17 paysans massacrés un an plus tôt, l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) a lancé cet été plusieurs raids meurtriers contre militaires et policiers. A la différence du sous-commandant **Marcos**, ses chefs, héritiers de la révolte de **Luciano Cabañas**, prétendent conquérir le pouvoir et fonder, avec le concours d'une douzaine d'organisations clandestines, une « République démocratique populaire ». Tout en minimisant l'essor de l'EPR, le gouvernement a déployé des milliers de soldats dans sa zone d'activité. Si le doute subsiste quant à la pureté du mouvement – certains le disent manipulé par l'aile dure du pouvoir – les insurgés jouissent du soutien de paysans réduits en esclavage. V. H.

Εξπρές

29/8 - 4/9/96.

— Ο Κώστας Δημιτρίου εγγραφήσε το βήμα.  
Οίοντος να οφειλόμενοι τη μεθοδική μα-  
γική του της εφουσίας ο Έφρας Πρωθός  
προήρθε πρόωπος βουλευτική έκφογός μα  
ως 22 Δεκεμβρη 87. ένα χρόνο νωρί-  
τερα.

— Νικητής του γεφυρίου Τενδών στον άβρο  
αφών, μα με διαδοχή του Ανδρ. Παπανδρίου,  
επιμελητής αφών του ΜΑΕΟΚ από ως 30  
Ιουνίου, από ο 60χρονο ειρανοφοβός  
αναγγέλει τη νομιμοποίηση του του δίνε  
η αδύνητη γήγος, από τη μι αυ ηρέσει  
η από να αποκηρύξει την ηδονική του  
μα βεβαίο της προδοσίας.

— Το ερωτήρημα του εριναζέδης ο  
επιμελητής εφουσίας ηδονή

η ανάγκη ισχυρής κι εργατικής εφουςίας  
προκειμένου να εξυμάνει την οικονομία  
κι να αντιμετωπίσει τον τουρκικό ε-  
πικρατισμό.

- Δεν νηδρζει ατυχισόφι - όν κομμουνισ-  
τες Κίπροι κι η ηγεσία τους ενθουσιασ-  
• 670 τριτο δισκομόζυαα το έκείδιο  
των κ. Λυφίη.

- Έχοντας αγέννητα αντισοφίσεων  
δισκοφίη γαίνεγα να έχει είνουα  
• για ναυαο ή νίκη.